



Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Ahmed Hussen et des organisations de la société civile qui soutiennent les nouvelles venues discutent de l'intégration des femmes immigrées sur le marché du travail.

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Centre canadien) a été mis sur pied en juin 2017 pour offrir leadership et soutien dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada. Dans tous ses partenariats, le Centre canadien veille à ce que les efforts faits pour comprendre et prévenir la radicalisation menant à la violence au Canada, et lui faire échec, intègrent les principes du Programme FPS, en consultant divers groupes de citoyens et diverses organisations communautaires; en prêtant attention aux facteurs caractéristiques de risque et de prévention ainsi qu'aux points forts et aux vulnérabilités des diverses collectivités, des familles, des femmes et des jeunes; en intégrant les considérations liées au genre et à la diversité dans la conception, la mesure des résultats et l'évaluation des programmes. En collaboration avec Affaires mondiales Canada, le Centre canadien dirige aussi les efforts internationaux de notre pays dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Un exemple des résultats obtenus pendant la période visée ici réside dans l'intégration des considérations liées au genre dans les engagements pris par le G7 relativement à la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Les politiques reflétant les principes du Programme FPS ont aussi aidé à accroître les efforts pour améliorer l'égalité des

genres dans les FAC et à la GRC, une étape importante en vue de renforcer la sensibilisation à l'égalité des genres chez les militaires canadiens envoyés en déploiement dans le cadre d'opérations internationales de paix et d'autres missions de stabilisation.

Le nouveau Plan d'action a aussi procuré au gouvernement du Canada une occasion de mettre à l'essai une approche pour suivre les investissements dans l'aide internationale qui favorisent le Programme FPS. Il est essentiel de suivre le financement pour mettre en évidence la progression de la mise en œuvre du Plan d'action, pour garantir un soutien continu au Programme FPS et pour renforcer la responsabilisation. Jusqu'ici, il n'existe aucune méthode reconnue au niveau international pour suivre le financement accordé à ce programme. L'annexe du présent document décrit l'approche que le Canada a adoptée pour suivre l'évolution des investissements dans le Programme FPS. Cette approche s'appuie sur les marqueurs politiques en matière d'égalité des genres et sur les codes-objets thématiques élaborés par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Quand le Canada a organisé, avec les États Unis, une réunion des ministres des Affaires étrangères sur la stabilité et la sécurité dans la péninsule coréenne à Vancouver, des femmes artisanes de la paix ont été invitées à présenter leurs recommandations et à participer à une table ronde dirigée par la ministre des Affaires étrangères du Canada. L'initiative a fourni une importante occasion d'entendre les points de vue et les opinions de représentants de la société civile, y compris des femmes militantes pour la paix, en leur donnant accès aux décideurs et en établissant un précédent en vue de réunions futures.